



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 46 Novembre-Décembre 2013

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Edito
Rebelles

Mandela parti...

Sommet de l'Élysée
sur la paix et la sécurité en Afrique

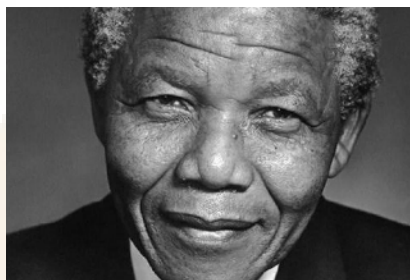
Relations économiques franco-africaines : Un partenariat pour l'avenir

Livres
Télégrammes

LES CAHIERS DE
L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersdelafrique.fr



Mandela parti...

Mandela parti, les Chefs d'État du monde entier sont venus lui rendre hommage.

La plupart des Dirigeants africains représentaient des pays qui avaient non seulement dénoncé en son temps l'apartheid, mais aussi apporté en beaucoup de circonstances protection à l'étranger et aide morale et financière aux responsables de l'ANC en exil ou dans la clandestinité en Afrique du Sud même.

Parmi les Dirigeants étrangers, ceux représentant des pays anciennement communistes et qui avaient soutenu Mandela lui-même communiste, étaient pour la plupart dans une situation comparable.

Il en allait autrement pour beaucoup d'autres et en particulier pour les représentants des grands pays occidentaux, où par indifférence au peuple noir sud africain comme par souci d'écarter l'hypothèse communiste en Afrique du Sud, on avait alors ordinairement coopéré avec le régime de Pretoria... La question morale que soulèvent ces faits ne concerne pas que le passé et l'Afrique du Sud. Elle concerne au présent la capacité des démocraties occidentales, qui sont toujours ce qu'elles étaient, à dialoguer de la meilleure manière avec les peuples africains. □

É D I T O

Rebelles

Les rébellions africaines se jugent, semble-t-il, en Occident.

Légitime a été déclarée la rébellion libyenne en 2011, qui a reçu le soutien militaire de Paris, de Londres et de l'OTAN, avec les résultats que l'on sait en Libye et dans le Sahel.

Condamnable a été jugée début 2012 la rébellion des militaires maliens contre le pouvoir civil, qu'ils accusaient de faiblesse devant les menées nationalistes des Touareg du nord. Condamnable a été déclarée peu après, la révolte ouverte des mêmes Touareg contre les dits militaires, en ce qu'elle s'était alliée avec des mouvements djihadistes et menaçait l'unité du Mali. Mal vue mais tolérée a été la rébellion en Centrafrique des groupes armés constituant la

SELEKA, jusqu'à ce que l'on décide de la réduire par les armes et de préparer l'éviction du Chef d'État de transition, qu'elle avait installé avec l'assentiment des dirigeants des pays d'Afrique centrale.

Légitime a été déclarée la révolte populaire égyptienne qui a entraîné la chute du Président Moubarak, et où les Frères musulmans ont joué un rôle premier. Contestable a été considéré immédiatement après, le régime des mêmes Frères Musulmans, pourtant porté au pouvoir par le suffrage universel. Non susceptible d'être aidé, a été jugé le mouvement de protestation des mêmes Frères musulmans, après qu'ils aient été chassés du pouvoir par le retour des militaires.

Ces jugements glissants évidemment interpellent. Mais plus surprenant encore est le quasi unanimité avec lequel les expriment à chaque séquence, les grands partis politiques et les grands média parisiens.

CENTRAFRIQUE

Paris rassemble 1600 hommes et engage sa mission de sécurisation à Bangui en y désarmant les groupes armés qui s'y trouvent. La taille de

cette force d'intervention n'est évidemment pas à la dimension du problème que pose l'intérieur de ce pays plus vaste que la France.

Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique

Quarante Chefs d'État et de gouvernement africains ont participé les 6 et 7 décembre 2013, au sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique. Celui-ci a redonné force à l'idée de la nécessaire création d'une Force Africaine de Réaction Rapide, sous l'égide de l'Union Africaine. Le président Hollande a souligné la disponibilité française à apporter un soutien significatif, notamment dans le domaine de la formation. Sachant d'autre part que le développement économique et social de l'Afrique conditionne largement la sécurité et la paix, les participants ont abordé largement la problématique générale du développement, à laquelle ils ont rattachée celle du changement climatique. Ils ont souhaité dans cet esprit que la coopération éco-

nomique et technique franco africaine puisse gagner en intensité, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Ils ont enfin « accueilli favorablement la proposition de tenir au Mali un prochain sommet ».

Une bonne participation au sommet et aux réunions l'accompagnant

- Le sommet a été précédé l'avant-veille par une grande réunion de plusieurs centaines de chefs d'entreprise africains et français, organisée à Bercy par le ministre de l'économie et des finances sur le thème « un partenariat pour l'avenir », puis la veille par une conférence des ministres des affaires étrangères présidée par Laurent Fabius. Il a été



marqué par d'importantes réunions : une rencontre des Premières Dames, sur le thème de la mobilisation contre les violences faites aux femmes dans les conflits ; un forum rassemblant 600 chefs d'entreprises et responsables publics africains et français, sur le thème « un partenariat pour l'avenir » ; une réunion franco africaine de présentation de « 100 innovations pour un

(suite page 2)

Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique (suite)

développement durable » ; une table ronde sur « la lutte contre le trafic et le braconnage des espèces menacées ».

- Le Sommet proprement dit sur la paix et la sécurité, les 6 et 7 décembre, a réuni 53 délégations. Quarante d'entre elles étaient conduites par des Chefs d'État ou de gouvernement. La majorité des Chefs d'État et de gouvernement venait des pays francophones au sud du Sahara. Le Maroc et l'Algérie avaient envoyé leur Premier Ministre. Plusieurs pays anglophones étaient aussi représentés au plus haut niveau, dont le plus peuplé d'Afrique –le Nigéria– en la personne du Président Jonathan Goodluck. Enfin le Premier ministre Ethiope, Hailemariam Desalegn, Président en exercice de l'Union Africaine, était également présent. En outre les grands invités représentant les instances multilatérales avaient tous répondu à l'invitation : Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, La Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Le Président du Conseil Européen, Le Président de la Commission de l'Union Européenne, et les envoyés du Fond Monétaire International, de la Banque Mondiale, et de la Banque Africaine de Développement.

Un programme serré

Le vendredi 6 décembre, après l'accueil individuel des participants à partir de 13 heures, puis la séance d'ouverture à 14 heures marquée par quatre allocutions, les Chefs de délégation ont tenu session à huis clos sur le thème « Paix et Sécurité en Afrique, entre 16 heures et la fin de l'après midi. Le lendemain 7 décembre, entre 10 heures et 12 heures, ils se sont réunis à huis clos sur le sujet du « changement climatique ». La séance de clôture du sommet s'est déroulée immédiatement après entre 12h15 et 12h30. Enfin le même jour à 15 heures, le Président Hollande a donné une conférence de presse, en compagnie du Président de l'Union Africaine, de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, du Président du Conseil Européen et du Secrétaire



Général de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le cadre du sommet sur la paix et la sécurité en Afrique, le Président Hollande a réuni un sommet particulier des Chefs d'État concernés par la situation en République Centrafricaine. Y ont participé : Le Secrétaire Général de l'Organisation de Nations Unies, le Président du Conseil Européen, les Présidents de la République du Tchad, de la République Congolaise, du Cameroun, du Burundi, de la République Démocratique du Congo, d'Ouganda, du Sud-Soudan, le Premier Ministre centrafricain, les ministres des affaires étrangères de Guinée Équatoriale, du Rwanda, de l'Angola, de l'Éthiopie et de l'Afrique du Sud, et le Commissaire Paix et Sécurité de l'Union Africaine. Un bref communiqué a rendu compte de cette réunion.

Un climat constructif et une bonne déclaration finale

Le sommet s'est déroulé dans un climat constructif. La déclaration finale signale d'emblée que les travaux « ont porté sur la paix et la sécurité, le partenariat économique et le développement, le changement climatique ». Elle décline en 35 paragraphes sur 7 pages les principes et orientations retenus en ces domaines par les Chefs d'État ; les mesures concrètes nouvelles qui pourraient s'y rattacher restent à préciser, ainsi que les moyens financiers qu'il faudra rechercher.

- Concernant **la paix et la sécurité**, où l'intervention militaire française en cours en République Centra-

fricaine n'est pas expressément commentée, il y a de façon générale large partage des vues entre dirigeants français et africains sur : l'attachement à la sécurité collective ; le traitement multilatéral des difficultés aussi bien à l'ONU que dans les instances africaines ; la création le plus tôt possible dans le cadre de l'Union Africaine de la force militaire décidée par cette Union en mai 2013, sous l'appellation « Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises » (CARIC); la lutte contre le terrorisme et contre la piraterie maritime ; la protection des frontières, à commencer par celles de l'espace sahélien ; la mise en perspective générale en faveur des droits humains, de la coopération internationale et franco africaine pour la paix et la sécurité.

- Concernant **le changement climatique**, les Chefs d'État ont insisté sur le besoin « d'agir rapidement » pour limiter le réchauffement bien au dessous de 2 degrés par rapport à l'ère pré-



Un événement historique qui témoigne de l'évolution politique des relations de la France avec les pays africains.

industrielle, et de trouver dans ce sens à Paris en 2015, dans le cadre de la prochaine conférence des Nations Unies sur le climat, « un accord contraignant dans le cadre de la convention des Nations Unies, applicable à tous, qui devra entrer en vigueur au plus tard en 2020 ». Les Chefs d'État africains ont souligné la nécessité de « promouvoir un programme positif de lutte contre le dérèglement climatique fondé sur la coopération entre les parties, afin d'optimiser les opportunités offertes par la lutte contre le changement climatique, en matière de diminution de la pauvreté, de développement socio-économique durable, d'accès à l'énergie, de lutte contre la désertification, de déforestation, et de dégradation des sols et de soutien à une agriculture résiliente au changement climatique ». La partie française s'est engagée à favoriser dans ce sens la recherche de « financements innovants », et à avancer « dans la réorientation qualitative indispensable des flux financiers pour soutenir un développement durable contribuant à l'atténuation et à l'adaptation climatiques en Afrique ».

- Concernant **le partenariat économique et le développement**, les Chefs d'État ont insisté sur : « les atouts de la relation économique entre l'Afrique et la France, pour réaliser le processus d'intégration proclamé par l'Union Africaine » et les objectifs interrégionaux et continentaux du développement ; l'importance

RELATIONS ÉCONOMIQUES FRANCO-AFRICAINES : Un partenariat pour l'avenir

À l'avant-veille du Sommet franco-africain sur la Paix et la sécurité en Afrique, le ministre français de l'Économie et des Finances a organisé le 4 décembre 2013 à Bercy, une grande rencontre de chefs d'entreprises africains et français ainsi que de responsables publics et parapublics, dénommée « Forum pour un nouveau modèle de partenariat économique ».

Les travaux des 600 participants avaient été préparés par un rapport établi par un groupe de haut niveau présidé par Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires Étrangères, et intitulé « Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France ».

Les 15 propositions étaient les suivantes

- 1/ Poursuivre et amplifier les mesures révisant la politique française de visas économiques, afin de faciliter la circulation des acteurs économiques entre la France et l'Afrique ;
- 2/ Relancer la formation du capital humain, la coopération universitaire et de recherche, les échanges intellectuels, et les orienter vers le développement ;
- 3/ Soutenir le financement des infrastructures en Afrique ;
- 4/ Réduire le coût de mobilisation des capitaux privés et des primes de risque appliquées à l'Afrique ;
- 5/ Contribuer au renforcement des capacités de financement de l'économie africaine ;
- 6/ Augmenter les capacités d'intervention de l'Union Européenne en faveur de l'Afrique ;
- 7/ Susciter des alliances industrielles franco africaines dans des secteurs clés pour les économies française et africaine : agriculture, énergie, transport, développement urbain, biens de grande consommation, numérique, industries culturelles, santé, tourisme et sécurité ;
- 8/ Promouvoir l'économie responsable et l'engagement sociétal des entreprises ;
- 9/ Accompagner l'intégration régionale de l'Afrique ;
- 10/ Renforcer l'influence de la France en Afrique ;
- 11/ Réinvestir au plus vite la présence économique extérieure française en Afrique Subsaharienne ;
- 12/ Intensifier le dialogue économique entre l'Afrique et la France ;
- 13/ Favoriser l'investissement des entreprises françaises en Afrique ;
- 14/ Faire de la France un espace d'accueil favorable aux investissements financiers, industriels, commerciaux et culturels africains ;
- 15/ Créer une Fondation publique-privée franco africaine, qui sera le catalyseur du renouveau de la relation économique entre la France et l'Afrique.



Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France



Les participants au Forum ont largement adhéré au principe de ces propositions, en ont présenté certaines autres, et ont débattu de la manière de les concrétiser, ainsi que plus largement du suivi à donner au Forum et aux relations professionnelles et personnelles qu'il a créées ou approfondies.

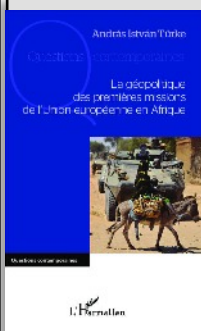
L'intervention du Président Hollande

Le Président Hollande qui avait voulu ce forum, s'est rendu à Bercy pour y prononcer le discours de clôture, en présence des Présidents de Côte d'Ivoire, du Sénégal, et de Tanzanie, ainsi que de nombreux ministres, du Secrétaire Général de l'OCDE, et du Président de la Banque Africaine de Développement. Il a souligné l'importance de la relation économique franco-africaine, où les



échanges commerciaux aujourd'hui globalement équilibrés (30 milliards d'euros d'importations et 30 milliards d'exportations) devraient pouvoir être doublés en cinq ans, en même temps notamment que croîtraient les investissements croisés, et que se poursuivrait l'augmentation du nombre des visas pour les entrepreneurs, les chercheurs et les étudiants africains.

Le Président Hollande a annoncé dans ce contexte un doublement des aides françaises au développement de l'Afrique, à travers l'Agence Française de Développement pour les cinq ans à venir : Elles passeraient ainsi de 10 milliards d'euros pour la période 2008/2013, à 20 milliards pour les cinq prochaines années. □



La géopolitique des premières missions de l'Union européenne en Afrique

András István Türke
Questions contemporaines
Editions L'Harmattan.
Défense, Armée, Sécurité géopolitique,
Relations internationales,
Diplomatie Europe Afrique Noire.

prendre la complexité des enjeux, la structure des conflits, et à analyser les interactions transfrontalières. Quelle coopération entre les institutions de l'Union Européenne et celle de l'Union Africaine et de l'OTAN ?

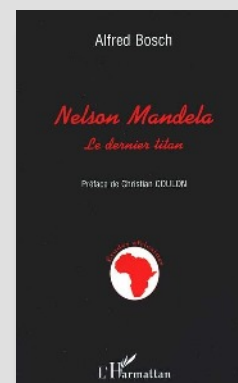
ISBN : 978-2-336-30364-2
• octobre 2013 • 256 pages
Prix éditeur : 25,65 € / 168 FF

Nelson Mandela, le dernier titan

Alfred Bosch
Préface de Christian Coulon
Traduit par Alain Maître
Etudes africaine
Editions L'Harmattan.

Histoire Afrique Noire, Afrique du Sud. Cet ouvrage déjà ancien fait écho à l'actualité. Historique et politique, cet essai cerne la personnalité du Mythique Nelson Mandela.

ISBN : 2-7384-4266-8
• décembre 1996
• 214 pages
Prix éditeur : 18,86 € / 124 FF



Cet ouvrage étudie l'évolution des missions de la Politique de sécurité et de défense commune en Afrique, dans le concert de la diplomatie européenne et l'activité des organisations internationales. L'approche régionale aide à com-

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Afrique/Doing Business

• 2 novembre 2013 : Dans le rapport « Doing Business » 2014 que la Banque mondiale publie, l'Afrique améliore ses positions touchant l'environnement des affaires.

Cameroun/Nigeria/France

• 13 novembre 2013 : Enlèvement au nord Cameroun du prêtre français Georges Vandenbeusch, par un groupe armé nigérian ; deux jours après le mouvement islamiste Boko Haram revendique l'enlèvement.

Mali

• 14 novembre 2013 : A Kidal, des groupes de jeunes et de femmes membres du MNLA, saccagent des bâtiments publics pour protester contre la décision de leurs chefs de les quitter.

France/Togo

• 15 novembre 2013 : Visite à l'Élysée de Faure Gnassingbe, Président du Togo.

France/Guinée

• 21 novembre 2013 : Visite à l'Élysée d'Alpha Condé, Président de Guinée.

Mali

• 27 novembre 2013 : Arrestation à Bamako du général Sanogo, poursuivi pour présomption de crimes commis lors du putsch d'avril 2012 qui le porta temporairement au pouvoir.

Paris/Afrique

• 29 novembre 2013 : Forum de recrutement à Paris des Managers pour l'Afrique.

Centrafrique/France/Afrique

• 7 décembre 2013 : Début de l'intervention militaire en Centrafrique.

Afrique du Sud

• 10 décembre 2013 : Cérémonie funéraire pour Nelson Mandela en présence des Chefs d'État du monde entier.



World Policy Conference

Gouvernance mondiale

Monaco - du 13 au 15 décembre 2013



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.